

Le président suppléant (M. Blaker): Le député de Kootenay-Ouest invoque le Règlement.

M. Kristiansen: Monsieur le Président, le député a dit que le gouvernement cherchait à motiver les Canadiens. Quand le gouvernement national cherche à motiver les pauvres chez nous, pourquoi doit-il toujours recourir à des mesures pénibles comme les bills C-124, C-131, C-132 et C-133, et quand il cherche à motiver les riches, pourquoi doit-il toujours leur offrir des stimulants, des subventions et des récompenses? Pourquoi est-ce toujours deux poids, deux mesures?

M. Breau: Si je puis répondre, monsieur le Président, à mon avis le député trompe grossièrement le public canadien en prétendant que . . .

M. Nielsen: Oh, oh!

M. Breau: . . . les pauvres seront les plus durement frappés par ces mesures, alors qu'il n'y a pas de facteur plus divisif dans la société que l'inflation. Le facteur qui divise le plus . . .

Une voix: Le Canada, c'est le parti libéral.

M. Breau: Le facteur qui divise le plus la société, celui qui oppose les pauvres aux riches, les faibles aux forts, c'est l'inflation. Le gouvernement cherche à donner l'exemple afin de convaincre les Canadiens de la nécessité de réduire le taux d'inflation à 6 et 5 p. 100. Il n'y a rien de pire pour les pauvres qu'un taux d'inflation qui atteint 10, 11, 12 ou 13 p. 100.

Pour ce qui est de la mesure que nous allons prendre, le député se trompe royalement quand il affirme qu'elle va nuire davantage aux personnes démunies qu'aux mieux nanties, car toutes les dispositions que renferment les bills C-131 et C-132 assurent une certaine protection aux nécessiteux. Seuls ceux qui ne sont pas dans le besoin seront assujettis au facteur d'indexation de 6 p. 100. Aussi le député se trompe-t-il grossièrement quand il prétend que ces mesures vont nuire aux pauvres plus qu'aux riches.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, en écoutant l'intervention que vient de faire ce député ministériel, j'en suis venu à la conclusion que le diagnostic sur la situation du Canada est assez juste, mais que le remède préconisé ne l'est que très partiellement. Le Canada se porte mal, on pourrait même dire qu'il est malade.

M. Schroder: C'est vous qui le pronostiquez!

M. Taylor: Le Canada souffre aujourd'hui des très graves maladies que sont l'inflation et le chômage.

Une voix: Et des libéraux!

M. Taylor: Et ce sont de graves maladies pour cette entité politique que nous appelons le Canada. Je tiens à parler ce soir de certaines choses. Je ne parlerai pas du diagnostic, car nous nous accordons tous à reconnaître que le Canada est malade avec plus d'un million de chômeurs et un taux d'inflation beaucoup plus élevé que de raison.

M. Schroder: L'inflation fléchit.

M. Taylor: Il nous faut examiner ce que fait le gouvernement, car il a le devoir de chercher à remédier à ces problèmes. L'inflation est avant tout une augmentation de l'argent en circulation et du volume des crédits. La masse monétaire et l'offre de crédit augmentent en fonction des biens et des services disponibles. On dit qu'il y a inflation lorsqu'il y a trop de dollars pour trop peu de biens. Je doute que cette définition vaille de nos jours. Il y a certes un rapport entre la quantité

Sécurité de la vieillesse (N° 2)—Loi

d'argent et le volume des crédits et les biens et services disponibles. Autrement dit, il y a trop d'argent au pays. C'est ce qui fait que les prix augmentent. Comme le marché peut absorber davantage de biens, les prix augmentent. Je ne voudrais pas donner l'impression que ce problème est d'une telle simplicité qu'il n'y a qu'à peser sur un bouton pour le résoudre. Je me rends compte que c'est un problème grave que l'on a peu de chance de régler de façon pratique à moins de s'attaquer à la racine même et de bien comprendre les moyens que l'on veut prendre pour le faire.

Une autre cause d'inflation, et donc de chômage, sont les déséquilibres budgétaires. Le problème ne surgit pas du jour au lendemain, mais quand les gouvernements dépensent plus que de raison, qu'ils n'ont ni le courage ni le désir d'assainir leurs finances, ils pavent la voie aux problèmes économiques. C'est, entre autres choses, exactement ce qui s'est passé. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre (M. Trudeau), nous n'avons pratiquement plus de budgets équilibrés. Ainsi, d'année en année, les dépenses continuent d'augmenter, sans cependant qu'il existe de fonds pour les payer. Il n'est donc guère étonnant que nous soyons arrivés à un point où cet état de chose cesse d'être tolérable. Le gouvernement exacerbat la situation, ayant négligé de faire le moindre effort pour l'assainir en cherchant à recueillir des fonds à un moment où il aurait pu le faire, c'est-à-dire lors des années de vaches grasses.

Que se passe-t-il si nous n'augmentons pas le traitement des travailleurs et que les producteurs gonflent leurs prix? Il y a tout simplement mévente puisque les travailleurs ne sont pas en mesure de consommer plus sans augmentation de salaire. La production finit par en être réduite. Or quand l'offre de produits diminue et que la demande baisse elle aussi, les travailleurs se retrouvent de plus en plus nombreux à être mis à pied, puisqu'on n'a plus besoin d'eux.

La cause de nos maux, ce ne sont pas les travailleurs canadiens qui arrivent fort mal à boucler leur budget. A mon avis, il est parfaitement injuste d'imputer l'inflation aux revendications des travailleurs. Ces derniers sont eux-mêmes frappés par l'inflation. Il leur faut avoir de quoi s'alimenter convenablement, et soit qu'on augmente leur salaire, soit qu'ils doivent se passer de bien des produits qu'ils achèteraient en temps normal. S'ils s'en passent, la demande va encore diminuer et les mises à pied seront de plus en plus nombreuses. On ne peut blâmer non plus les producteurs ou les négociants. On serait malvenu d'accuser les producteurs, les agriculteurs et les travailleurs des mines d'être responsables de l'inflation, eux qui créent notre richesse. Ils sont restés à l'œuvre. Pour combattre l'inflation, il faut augmenter la productivité.

On connaît deux moyens de résoudre le problème de l'inflation. Le premier consiste à taxer davantage, le deuxième est celui qu'a choisi le gouvernement et qui se traduit par les bills C-131, C-132 et C-133. C'est une forme d'imposition indirecte. Le gouvernement tente de soutirer de l'argent parce qu'il a conclu qu'il y en a trop en circulation, mais je prétends que ce n'est pas le remède qui convient parce que l'argent n'est pas prélevé là où il devrait l'être. Certes, s'il y a trop d'argent en circulation et que le prix des marchandises monte en flèche, on peut retirer cet argent, mais il ne faut pas l'enlever aux pauvres, ni à ceux qui souffrent déjà; il faut plutôt s'en prendre à